quences. Il existe des pressions inflationnistes. Elles commencent à diminuer peu à peu.

[*Français*]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Je désire poser une question supplémentaire au vice-premier ministre, monsieur le Président.

[*Traduction*]

Je voudrais rappeler au ministre que ce sont les petites entreprises, les agriculteurs et les économistes qui disent que le taux d'inflation est responsable du ralentissement de l'économie.

[*Français*]

Monsieur le Président, le gouvernement contribue à l'inflation, pas seulement à cause des taux hypothécaires élevés. John Crow lui-même le dit dans le dernier Rapport annuel de la Banque du Canada, et je cite: «Les majorations des impôts indirects appliqués par les administrations fédérale et provinciales ont, cette année encore, contribué à la hausse des prix à la consommation».

Est-ce que le gouvernement va enfin admettre que c'est son gouvernement, et non les travailleurs et travailleuses, qui est responsable de l'inflation?

L'hon. Gilles Loiselle (ministre d'État (Finances)): L'honorable chef du Nouveau parti démocratique a sans doute fait erreur quand elle a dit que toutes les entreprises, petites sociétés, disent que le responsable des taux d'intérêt c'est le haut taux d'inflation. J'imagine qu'elle voulait plutôt parler des taux d'intérêt.

Elle parle des taux hypothécaires, et du capital qui est rare pour les petites entreprises qui ont besoin d'avoir accès à ce capital. Bien, précisément, c'est de cela qu'il s'agit. Il faut que le gouvernement mette de l'ordre dans ses propres finances et se retire de ce marché de capital qui l'envahit. Quand on songe que l'an prochain nous aurons payé en intérêts sur notre dette 41 milliards de dollars, cela nous donne une idée de la place que nous occupons et que nous devons dégager pour permettre à nos citoyens et à nos entreprises de se développer en ayant à compétitionner, je dirais, avec un gouvernement qui est moins présent et qui ne prend pas toute la place.

[*Traduction*]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le ministre sait fort bien que, à mesure que le taux d'intérêt s'élève, la dette en fait autant et que le fait d'augmenter le taux d'intérêt fait augmenter la dette. C'est la politique économique du gouvernement qui ralentit l'économie.

Je suggère au ministre d'ouvrir les yeux et de prêter l'oreille à Statistique Canada et aux économistes du pays.

Hier, le Congrès du travail du Canada a rapporté que 105 000 emplois ont été perdus à cause du libre-échange.

Or, une autre compagnie, la Croydon Furniture de Cambridge, en Ontario, a déclaré que le libre-échange et les taux d'intérêt élevés l'obligent à fermer ses portes et à jeter 360 Canadiens de plus sur le pavé.

Le ministre admettra-t-il que la politique économique du gouvernement, le libre-échange et les taux d'intérêt élevés ne donnent pas les résultats escomptés et que les Canadiens en pâtissent.

L'hon. Gilles Loiselle (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je pense que le gouvernement est très fier de ses réalisations dans le domaine de la création d'emplois.

Il est vrai que les taux d'intérêt élevés ne facilitent pas la gestion des finances publiques. Je suis entièrement d'accord. C'est pourquoi il faut les faire baisser et ce, de manière à ce qu'ils restent bas et qu'ils ne remontent pas après quelques mois, car alors nous n'aurions rien réglé.

En ce qui concerne la création d'emplois et l'Accord de libre-échange, la députée a omis de citer des chiffres de Statistique Canada qui indiquent qu'il y a eu une augmentation de 413 000 emplois à plein temps depuis l'entrée en vigueur de l'accord commercial. Qu'en pensez-vous?

* * *

• (1430)

[*Français*]

LES PÊCHES

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Lors de sa visite dans la Péninsule acadienne hier, le premier ministre s'est fait accueillir par des centaines de pêcheurs, de travailleurs et de travailleuses d'usine très mécontents de l'inaction du gouvernement.

Encore une fois, le premier ministre n'a absolument rien compris. Il a fait preuve d'une arrogance sans précédent et s'est moqué des gens en disant: «Ils m'ont l'air plutôt heureux, tout le monde semble bien se tirer d'affaire».

Est-ce que ces propos insultants signifient que le premier ministre continue à s'imaginer qu'il n'y a pas de crise dans les pêches?